

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 39 (1959)
Heft: 2

Rubrik: La vie économique en quelques lignes

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



LA VIE ÉCONOMIQUE

FRANCE

La première manche est gagnée. — Il ne peut y avoir de doute : le gouvernement a gagné la première manche. Les mesures de redressement économique et financier mises en œuvre à la fin de 1958, commencent à produire les résultats escomptés. Certes, l'effort demandé au pays est rude et il devra se poursuivre quelques temps encore afin de permettre à la France de retrouver sa santé. Les mesures prises suscitent certaines craintes et provoquent des résistances, comme cela se produit généralement pendant le stade initial de toute œuvre d'assainissement. La mauvaise humeur se dissipera pourtant dès que les conséquences bienfaisantes de l'œuvre entreprise avec beaucoup de courage se feront sentir dans la vie quotidienne et se traduiront par une amélioration du bien-être général.

La consolidation de la monnaie. — Les résultats les plus spectaculaires ont été obtenus dans le domaine des finances extérieures. Le franc français fait preuve d'une réelle fermeté sur les marchés des changes aussi bien officiels que parallèles. En particulier, les cours parallèles des devises se maintiennent, pour la première fois depuis 1939, au niveau des taux officiels. Le marché de l'or est délaissé et le lingot vaut à peine plus cher que sa parité officiel, soit 566.000 francs le kilo en face d'un cours officiel de 556.000 francs. D'autre part, grâce à l'afflux de capitaux, la Banque de France est en état de procéder à des achats importants de devises. Tout récemment les rentrées de devises se sont encore accélérées. Entre le 25 décembre, date de la mise en vigueur des réformes financières, et les fêtes de Pâques, ces rentrées se sont élevées à 725 millions de dollars. Ces devises sont utilisées, soit pour rembourser des dettes extérieures, soit pour reconstituer les disponibilités en or et en devises du Fonds de stabilisation des changes.

Détente sur le marché monétaire. — La contrepartie des achats de devises alimente la trésorerie des banques. Aussi le marché monétaire évolue depuis quelque temps dans une aisance relative. Le taux de l'argent au jour le jour se situe généralement au-dessous du taux d'escompte officiel. Les banques ont pu réduire sensiblement leurs engagements à la Banque de France. C'est ainsi que le total des crédits consentis par l'institut d'émission à l'économie a été ramené de 2.514 milliards au 31 décembre 1958 à 1.952 milliards au 19 mars 1959. En même temps, la circulation fiduciaire, revenant à 3.232 milliards, diminuait de 237 milliards. De leur côté, les comptes courants créditeurs se sont vus réduits, pendant cette période, de 234 milliards. Cette contraction des comptes courants créditeurs provient surtout d'une diminution des avoirs en francs du Fonds de stabilisation des changes et reflète, par conséquent, des achats d'or

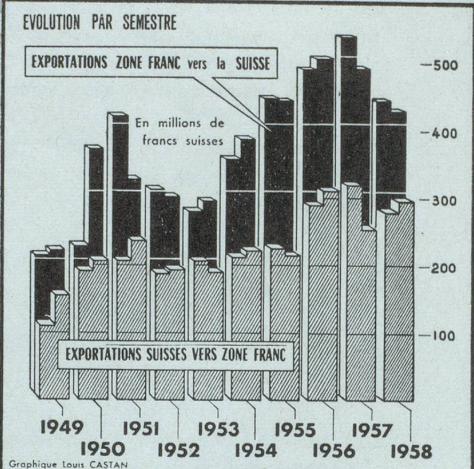
ou de devises. La Banque de France a constaté la détente intervenue sur le marché monétaire en réduisant son taux d'escompte de 4½ à 4 ¼ % et son taux des avances sur titres de 7 % d'abord à 6½ % et ensuite à 6 %.

Progrès sur le marché financier. — Sur le marché financier la même détente s'est amorcée. On enregistre notamment une certaine hausse des titres à revenu fixe. Le taux d'intérêt des emprunts nouvellement émis a, par contre, commencé de diminuer. En dépit de la baisse des taux, les emprunts se placent facilement. Enfin, l'émission des emprunts ne comportant pas de clause d'indexation a pu être reprise.

Évolution de la balance commerciale. — Malgré la libération des importations, le commerce extérieur évolue favorablement. Si la France a enregistré, en janvier, dans son commerce avec l'étranger un solde débiteur de 29,4 milliards, ce résultat déficitaire s'expliquait surtout par les incidences temporaires de la dévaluation. En

février, compte tenu des charges de fret et d'assurance, la balance commerciale a été en équilibre. Les chiffres provisoires pour la première quinzaine de mars font apparaître avec l'étranger 60 milliards d'exportations et 70 milliards d'importations, contre respectivement 55 et 55 milliards pour la première quinzaine de février. Le solde pour la quinzaine est donc modérément négatif (- 10 milliards); il est vrai que mars est traditionnellement caractérisé par un accroissement des importations. Ces chiffres montrent toutefois que la France ne pourra augmenter qu'assez lentement ses réserves de devises par le commerce extérieur. En dehors du tourisme, ce sont surtout les mouvements de capitaux qui pourraient contribuer le plus efficacement à la reconstitution des réserves de change.

GRAPHIQUE DU COMMERCE

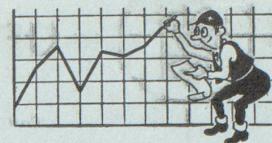


COURS ET INDICES FRANÇAIS

	Dernier chiffre	Chiffre du mois précédent	Chiffre de l'année précédente
Cours Napoléon	2 avr. 3.610	5 mars 3.630	3 avr. 3.700
Cours fr. s. marché parallèle . . .	2 avr. 114,50	5 mars 116	3 avr. 106
Ind. valeurs métropolitaines (fin 1958 = 100)	26 mars 111	27 févr. 110,6	mars —
Ind. prod. ind. (1952 = 100) . . .	jan. 156	déc. 159	jan. 160
Ind. sal. hor. ouv. métall. rég. paris. (1949 = 100)	jan. 268	déc. 267	jan. 247
Ind. prix de gros (1949 = 100)	déc. 174,1	jan. 175,0	déc. 165,7
Ind. prix consomm. familiale (1956 = 100)	déc. 125,7	jan. 124,0	déc. 116,2
Transports commerc. (mio. t.) . . .	jan. 17,7	déc. 18,3	jan. 18,6
Voyageurs (millions)	jan. 49,1	déc. 49,7	jan. 45,9
Ind. vol. import. (1938 = 100)	jan. 159	déc. 170	jan. 172
Ind. vol. export. (1938 = 100)	jan. 215	déc. 298	jan. 227

La hausse des prix a été contenue. — La hausse des prix a été contenue dans les limites prévues par le gouvernement. Le facteur psychologique n'a pas joué et les prix n'ont obéi qu'aux influences purement mécaniques, c'est-à-dire qu'ils ne sont monté que dans la mesure où les réformes intervenues en décembre se traduisent par une augmentation des prix de revient. L'indice des prix de gros (base 100 en 1949) marque d'abord une hausse de 4,6 %, en passant de 166,9 fin décembre à 175 fin janvier; il revient toutefois à 174,1 fin février. En ce qui concerne les prix de détail, l'indice des 250 articles (base 100 : 1^{er} juillet 1956 au 30 juin 1957) passe de 121 en décembre à 124,0 en janvier et à 125,7 en février; la hausse totale ressort ainsi à 3,9 %. Rappelons que les experts avaient tablé sur une hausse de 4 à 5 %. Ainsi le gouvernement paraît avoir gagné la bataille des prix. Saura-t-il gagner aussi celle de la récession? Cette question est traitée ailleurs dans cette Revue par M. Gilbert Mathieu.

EN QUELQUES LIGNES

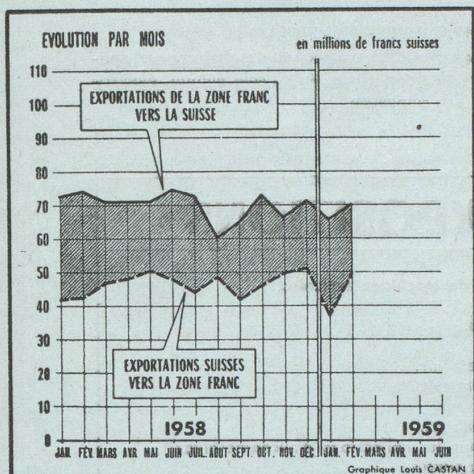


SUISSE

Abaissement du taux de l'escompte. — La Direction générale de la Banque Nationale Suisse a décidé le 26 février 1959 d'abaisser, avec effet immédiat, le taux officiel d'escompte de 2 1/2 % à 2 % et le taux officiel pour les avances sur nantissement de 3 1/2 % à 3 %. Le taux modifié était en vigueur depuis le 15 mai 1957.

Dans son communiqué, la Banque Nationale Suisse précise que la mesure prise est destinée uniquement à adapter les taux officiels et ceux du marché. Cette mesure ne vise aucun but de politique conjoncturelle. En outre, la Banque Nationale précise qu'elle n'entend nullement, en abaissant les taux officiels, instaurer une politique de l'argent bon marché.

MERCÉ FRANCO-SUISSE



passif de 114,3 millions de francs en regard de 190,5 millions pour janvier et février de l'année précédente.

Les pouvoirs de la Banque Nationale Suisse. — A l'assemblée générale des actionnaires, M. A. Müller, Président du Conseil de banque, a examiné les conséquences de la suppression des gentlemen's agreements passés entre la Banque Nationale Suisse et les banques et s'est exprimé comme suit sur le système en vigueur : « La situation actuelle sur le marché de l'argent et des capitaux, ainsi que l'incertitude planant sur l'évolution économique dans notre pays et à l'étranger peuvent éventuellement exiger des mesures rapides de la direction de la Banque Nationale. Il serait regrettable que leur mise en application échouât ou qu'elle souffrît de retards; cela pourrait avoir des conséquences néfastes et durables pour l'ensemble de notre économie. Je crois dès lors qu'on devrait étudier en toute objectivité comment il serait possible de donner aux organes responsables de la Banque Nationale un meilleur instrument pour intervenir, en cas de besoin, avec toute la rapidité et l'efficacité désirables ».

Succès de la politique du crédit anti-inflationniste. — A la même assemblée générale, M. le Dr W. Schwegler, Président de la Direction générale, a fait les constatations suivantes au sujet de la politique monétaire de l'institut central suisse :

« Il convient de souligner que nulle part cette politique n'a visé à substituer la déflation à l'inflation; elle avait plutôt pour but de faire obstacle à une mise à contribution malsaine des forces économiques. De cette façon, il a été possible d'empêcher ce qui serait arrivé tôt ou tard, si l'expansion avait pu suivre librement son cours : une chute brutale de l'état de haute conjoncture dans un

état de crise. Au lieu de cette chute, on a assisté à un recul de la conjoncture, en général lent, et, dans bien des pays, modéré. Il est vrai que ce recul a entraîné en plus d'un endroit une diminution de l'emploi élevé et souvent excessif; mais, d'autre part, il a mis fin ou, pour le moins, a sensiblement freiné une dépréciation croissante de l'argent. »

Le ravitaillement en électricité. — Pendant l'hiver 1958-1959, le ravitaillement du pays en énergie électrique s'est effectué dans des conditions favorables. On sait qu'en automne 1958 la situation était particulièrement satisfaisante du fait que les bassins d'accumulation étaient remplis en octobre à raison de 98 %. Les importations de courant ont pu être maintenues dans des limites étroites.

Par ailleurs, la révision des tarifs d'électricité donne lieu à de nombreuses négociations, dont la portée est cependant différente selon les sociétés et les réseaux qu'elles desservent.

Pipe-line et raffinerie. — Il vient de se constituer 2 sociétés mixtes italo-suisses pour la réalisation du pipe-line devant relier Gênes à la plaine du Rhône. L'une a son siège à Rome et les capitaux (1 milliard de lires) sont aux 2/3 italiens, l'autre à Lausanne (capitaux 6 millions de francs, aux 2/3 suisses). C'est la société suisse qui sera chargée de la construction d'une raffinerie de pétrole dans la région d'Aigle. On estime le coût total de cette construction à environ 65 millions de francs suisses. Ces projets, qui vont entrer dans la voie des réalisations, provoquent de l'inquiétude à Bâle, les importations suisses de carburant par la voie fluviale rhénane étant déjà en forte régression au profit des voies d'accès situées au sud, les raffineries italiennes travaillant à des tarifs généralement inférieurs à ceux des raffineries du nord de l'Europe. En outre, la raffinerie d'Aigle couvrirait la moitié des besoins suisses en huiles minérales, ce qui enlèverait encore davantage de fret à la flotte pétrolière rhénane.

Développement de la Swissair. — La société suisse de navigation aérienne va procéder à une nouvelle augmentation de son capital-actions qui passera de 63 à 105 millions de francs, les nouvelles disponibilités étant destinées surtout à financer les achats de matériel dans le cadre de l'accord qui a été conclu entre la Swissair et la compagnie scandinave S. A. S.

Corrélativement à cette opération, le Conseil fédéral a mis au point 2 arrêtés concernant l'aviation. L'un traite de la convention relative à la reconnaissance internationale des droits de gage sur les aéronefs, l'autre crée le registre des aéronefs, fondement juridique des sûretés indispensables à la politique d'investissements destinés à stimuler le trafic aérien.

COURS ET INDICES SUISSES

	Dernier chiffre	Chiffre du mois précédent	Chiffre de l'année précédente
Cours pièce or 20 fr.s.	3 avr. 31,20	3 mars 31,50	2 avr. 33,25
Cours billet 100 fr.f.	3 avr. 0,86	3 mars 0,86	2 avr. 0,95
Indice général actions	13 mars 471,4	13 févr. 459,6	28 mars 384,0
Coeff. d'activité industrielle (100 = satisfaisant)	4 ^e trim. 113	3 ^e trim. 113	4 ^e trim. 136
Ind. prix de gros (1939 = 100)	févr. 212,5	jan. 212,7	févr. 219,1
Ind. prix cons. fam. (1939 = 100)	févr. 180,9	jan. 181,5	févr. 180,5
Indice salaires horaires réels (1939 = 100)	4 ^e trim. 109,4	3 ^e trim. 108,9	4 ^e trim. 106,4
Marchandises transportées C. F. F. (mio de t.)	jan. 1,64	déc. 1,97	jan. 1,72
Voyageurs (millions)	jan. 19,8	déc. 18,0	jan. 19,3
Ind. import. (1949 = 100)	févr. 175	janv. 185	févr. 176
Ind. export. (1949 = 100)	févr. 201	janv. 176	févr. 182